



Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 183 du 15 Juillet 2024**

ÉVACUATION DE LA MAISON DES MÉTALLOS : PLUS DE 200 JEUNES MIGRANTS ONT ÉTÉ ÉVACUÉS VERS UN GYMNASSE DE LA VILLE !

La Maison des métallos dans le 11e arrondissement de Paris était occupée depuis près de trois mois par de jeunes migrants. 230 personnes ont été évacuées par la mairie de Paris. Ils ont été transférés dans un gymnase du 17e.

Trois autobus et un minibus sont venus chercher les 230 mineurs qui depuis le 6 avril dernier occupaient l'établissement culturel situé dans le 11e arrondissement de Paris. Des agents de la mairie de Paris ont procédé à l'évacuation. Les jeunes doivent être accueillis dans un gymnase parisien du 17e arrondissement.

"Je suis soulagé car nous allons pouvoir quitter la Maison des métallos mais je reste inquiet car la solution que la mairie de Paris nous propose n'est pas pérenne", explique Julien, 16 ans, délégué du collectif des jeunes du parc de Belleville qui occupe le centre culturel avec plus de 200 mineurs non accompagnés (MNA).

"Avant d'arriver dans ce lieu, je vivais dans un tunnel près de la gare de Lyon", explique le jeune homme. Aujourd'hui, Julien voudrait s'imaginer un avenir. "Ce que je voudrais faire, c'est une formation de peintre en bâtiment"... "Pouvoir gagner ma vie et m'installer dans mon propre logement."

Soutien de ces mineurs depuis le début de l'occupation de l'établissement culturel, le Collectif des Jeunes du Parc de Belleville demande des garanties pour "un hébergement à long terme" des mineurs isolés à la rue.

"Les jeunes doivent pouvoir rester à l'intérieur de leur gymnase 24 heures sur 24, pendant toute la durée des jeux olympiques et paralympiques, mais aussi après", précise Julie, militante du Collectif des Jeunes du Parc de Belleville créé en septembre dernier au sein d'un campement de fortune.

"Nous demandons que les soutiens du collectif puissent aussi avoir accès au gymnase pour garder le lien et enfin que tous les jeunes aient une attestation d'hébergement", détaille la militante.

"Depuis près de trois mois la Maison des métallos est occupée par des mineurs, en recours de minorité qui sont victimes des évacuations des campements de rue à Paris", observe Paul Alauzy, coordinateur de Médecins du Monde et membre de Revers de la médaille, un collectif interassociatif qui agit auprès des personnes en situation de précarité.

Future maison du Japon des JO !

"La mairie de Paris a décidé d'évacuer la Maison car en fait l'établissement va devenir la maison du Japon pendant les JO-2024", poursuit Paul Alauzy.

En fin d'après-midi, un des bus était encore stationné devant le lieu culturel du 11e. Le collectif Revers de la médaille a posté sur les réseaux sociaux, une vidéo où des personnes surtout des femmes avec des enfants bloquent le dernier bus censé emmener les mineurs. "Il y a des familles à la rue qui sont venues car elles dorment dans la rue avec des enfants en bas âge près de l'Hôtel de Ville. Ces familles demandent aussi à être prises en charge et elles ont raison de le faire", précise Paul Alauzy.

La justice avait ordonné l'évacuation des lieux le 5 juin !

L'occupation, débutée le 6 avril, était la septième d'un bâtiment municipal depuis fin 2023. Saisie par la mairie de Paris, qui évoquait un "préjudice financier important" causé par l'annulation des spectacles prévus dans ce lieu du 11e arrondissement, la justice avait ordonné le 5 juin l'évacuation des lieux. "L'idée était de protéger" à la

fois les personnes à la rue et le personnel de l'établissement, "**pas d'expulser**", souligne Léa Filoche, "**mais nous n'avons pas réussi à trouver des portes de sortie avec l'Etat**".

Des associations dénoncent depuis plusieurs mois un "nettoyage social" de la région parisienne, progressivement vidée selon elles de ses populations les plus précaires vivant à la rue, en vue des Jeux olympiques.

Par voie de communiqué, le Collectif des Jeunes du Parc de Belleville indique désormais vouloir : "**des garanties sur nos revendications, qui ont seulement été acceptées à l'oral. Nous voulons être hébergé-es jusqu'à notre reconnaissance de minorité, avoir la possibilité de rester toute la journée dans les gymnases pendant les JO, et que la Mairie nous fournisse des attestations d'hébergement.**"

C.H.U DE MONTPELLIER (HÉRAULT) : GRÈVE ET MOBILISATION POUR LE SERVICE DE CHIRURGIE PÉDIATRIQUE !

La pétition contre la suppression de lits et de personnel a dépassé les 7.000 signatures. Les syndicats attendent la réaction de la direction après une rencontre mardi matin.

Mardi 2 juillet 2024, le personnel soignant du service de chirurgie pédiatrique du CHU de Montpellier a observé **une journée de grève** à l'appel d'une intersyndicale unie (CGT, FO, CFDT et UNSA) « *dans le refus des mesures de récession envisagées par la direction de l'établissement* ». Le CHU prévoit en effet de supprimer dans ce service **3 lits en semaine (6 le week-end) et 5 postes de soignants** (quatre puéricultrices et une auxiliaire de puériculture sur vingt-sept professionnels).

Le CHU doit recruter !

« *Concrètement, le CHU veut **modifier les effectifs** au sein des différents services qui composent le pôle Femme, Mère, Enfants. La direction veut transférer les postes du service de chirurgie pédiatrique vers le service de chirurgie gynécologique* », explique **Pierre Renard, infirmier** à l'hôpital Saint Eloi et responsable CGT, pour qui ce jeu de chaises musicales n'est pas acceptable : « *Si le CHU a des besoins, **il doit recruter*** ».

Rentabilité ou sécurité ?

« *Le personnel, par la voix de l'intersyndicale, est unanime dans le refus de cette décision, y compris les médecins* », confirme Pierre Renard. Les syndicats sont passés à l'action mardi matin en intervenant lors du Comité Social et Economique du CHU qui se déroulait sur le site de la Colombière : « *Nous avons eu une longue discussion avec la direction qui assure que ces mesures sont justifiées car le service ne serait pas rentable... Or, quand la direction parle de **rentabilité**, le personnel parle de **sécurité des patients** et de **qualité des soins**, ce qui est la mission d'un hôpital public* ».

"*Si le CHU impose cette mesure, on mettra en danger les enfants et les soignants du service de chirurgie pédiatrique*" !

La suppression des lits et la diminution des effectifs, pour le syndicaliste, « **est une aberration** ». Lors de la rencontre avec la direction, les syndicats ont demandé l'abandon des mesures envisagées en s'appuyant notamment sur des rapports « *qui montrent bien que cette décision est inappropriée* ». Le militant syndicaliste évoque le rapport présenté le 29 avril 2024 lors des Assises de la Pédiatrie, préconisant une puéricultrice et une aide-puéricultrice pour 4 à 5 enfants, « *alors que le CHU de Montpellier veut imposer **un quota pour 10 à 11 enfants**, ce qui signifie que l'on mettra **en danger les enfants et les soignants*** », affirme le syndicaliste.

Besoin de lits à Montpellier !

Inacceptable en l'état : « *Il faut revoir les ratios par le bas, comme le préconise ce rapport* », poursuit Pierre Renard : « *Pour cela, nous avons expliqué à la direction **quel est le quotidien réel d'un soignant** dans ce service, les multiples tâches à accomplir, le lien avec les patients et les parents, tout ce qui ne rentre pas dans le mode de calcul d'un logiciel mais qui est nécessaire dans un tel service* ».

L'intersyndicale cite également un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) « *qui demande de stopper en France la suppression des lits en chirurgie pédiatrique alors qu'il y a un manque criant dans tout le pays* », assure l'infirmier de Saint Eloi : « *Et ce besoin est criant à Montpellier où le développement démographique rend justement ces lits encore plus indispensables* ». L'intersyndicale attend la réaction de la direction du CHU après cette intervention lors du CSE. Cette instance doit se prononcer par vote le 25 juillet sur les mesures envisagées par la direction.

NANTES (LOIRE-ATLANTIQUE) : AU CHU LA COLÈRE DES AGENTS DU NETTOYAGE !

Ils croulent sous le travail. Femmes et hommes de ménage dénoncent en outre des pressions de la part d'Atalian propreté, sous-traitant du CHU de Nantes.

Sous pression, épuisés, cassés de partout. Au CHU de Nantes, des agents du nettoyage se sont mis en grève le jeudi 4 juillet à l'appel de la Sepan (syndicat des entreprises de propreté des agents de nettoyage) CGT 44. « *Ils sont traités comme des moins que rien* », déplore Patrice Le Luel, secrétaire général adjoint CGT CHU. « *Et on leur met une telle pression que ça engendre beaucoup de tensions entre les salariés.* »

« C'est impossible, je ne peux pas tout faire » !

Elle travaillait au CHU depuis 2012. Isabel, 50 ans, raconte, encore choquée, comment on est venu lui signifier « *sur-le-champ et sur son lieu de travail* » son licenciement. « *Atalian me reproche entre autres un travail mal fait. Je dois astiquer 42 bureaux tous les matins. Avant, on était trois pour faire ça.* »

Catherine, 55 ans, se lève à 4 h 30 du matin pour embaucher à 5 h 30 au CHU. Elle court d'un bout à l'autre du bâtiment pour nettoyer deux secteurs opposés. « *C'est impossible, je ne peux pas tout faire, je suis dégoûtée* », souffle-t-elle.

« *Leur charge de travail est considérable* », confirme le Cégétiste Olivier Sabin. « *Depuis plusieurs années, on dénonce leurs conditions de travail auprès de la direction du CHU. Et le fait qu'il faudrait trois fois plus de travailleurs.* »

LE CHU DE NANTES SE DOTE D'UNE MARQUE ET D'UN LOGO POUR « 185 000 € », UNE DÉCISION CONTROVERSÉE !

Une croix multicolore et une devise, Aux nouvelles frontières de la santé, c'est la nouvelle marque du CHU. Un choix inutile pour un hôpital public déclare la CGT.

Le CHU de Nantes a créé une marque avec ce slogan, Aux nouvelles frontières de la santé, et a changé de logo. Ce dernier est aujourd'hui une croix multicolore. Le projet est connu depuis des mois. Un livret à usage interne a d'ailleurs été publié en février. L'un des buts affichés est de donner une visibilité et de la puissance à l'hôpital.

Mais la marque ne plaît pas à tous. Au dernier conseil de surveillance, fin juin, Olivier Terrien, de la CGT, a dégainé le premier : « *185.000 € ont été dépensés, dans ce contexte de disette de la santé en France, pour inventer une marque CHU. Nous ne sommes pas une star-up mais bien un hôpital public ! Notre marque c'est le service public et rien d'autre, au service de toutes les couches sociales, de l'humain* », a-t-il asséné. Cet avis est partagé par la quasi-totalité des syndicats ainsi que par les soignants.

Un service public peut-il avoir une marque ?

Une marque pour un hôpital public, cela peut en effet surprendre. En imagine-t-on une pour la police nantaise ou la préfecture de Loire-Atlantique ? La santé est payée par les cotisations sociales des citoyens. Elle appartient de facto à tous. Et son hôpital public aussi, même s'il est d'abord incarné par les femmes et les hommes qui y travaillent, jour et nuit.

Pour attirer des médecins et des soignants ?

Le CHU de Nantes évolue dans un milieu concurrentiel, notamment face aux établissements privés. Se démarquer est une façon d'être attractif pour les professionnels. Pour les aides-soignants et les infirmiers, les salaires sont plus élevés dans le public que dans le privé. C'est un fait. Demeure les conditions de travail et d'exercice des métiers. Les grèves régulières démontrent que de ce côté-là, il y a des progrès à faire.

Il n'en reste pas moins que le fait d'investir 185.000 € pour une marque ne plaît pas à tout le monde. La CGT du CHU a calculé que cette somme est « *l'équivalent de quarante mensualités d'aides-soignants ou encore 34 mensualités d'infirmiers* ».

RIANTEC (MORBIHAN) : ARRÊTS DE TRAVAIL À L'EHPAD !

La coordination des syndicats CGT du Groupe hospitalier Bretagne Sud fait état d'une vingtaine d'arrêts de travail à l'Ehpad de Riantec (Morbihan). La direction du GHBS nuance ce constat et indique que des recrutements sont en cours.

La coordination des syndicats CGT du Groupe hospitalier Bretagne Sud (GHBS) fait état de personnels de la médecine polyvalente en souffrance à Quimperlé (Finistère), d'urgences en tension, de services de bionettoyage privatisés qui posent déjà problème. Mais c'est surtout la question des Ehpad qui suscite le plus d'inquiétude.

La CGT relève que, malgré le sous-effectif chronique, la direction persiste à faire des entrées dans de mauvaises conditions aux détriments des résidents. C'est ainsi que le syndicat vient de déposer un énième « *Danger grave et imminent* » dont le dernier pour l'Ehpad, au premier étage de l'hôpital de Kerdurand, à Riantec.

On compte près de **vingt arrêts de travail**, soit la moitié de l'effectif total pour prendre soin des **88 résidents** dépendants du service. Dans ces circonstances, il est impossible de maintenir un effectif minimum quotidien.

GROUPE VALEO : RESTRUCTURATION, LE SITE DE LA SUZE-SUR-SARTHE SUR LA LISTE !

L'équipementier automobile mondial, Valeo, poursuit ses restructurations annoncées en début d'année. La baisse d'activité sur le site de La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), place l'usine et ses 270 salariés dans la tourmente.

Valeo se restructure. 400 emplois ont été récemment supprimés, essentiellement en île de France. Le site de La Suze-sur-Sarthe se retrouve, à son tour, plongé dans la tourmente.

Depuis, le 1er juillet 2024, le directeur de l'usine, Nicolas Fauris, est parti, nommé en région parisienne. Un directeur et un responsable ressources humaines, en CDD d'un an, « **spécialisés dans les restructurations** », (ce qu'on appelle les coupeurs de têtes) sont arrivés. L'existence de l'usine de 270 salariés est menacée.

« Aucune solution du groupe » !

Installés dans cette commune de 4.500 habitants depuis près de trente ans, les salariés ont multiplié les savoir-faire, se sont adaptés aux soubresauts de l'économie automobile, à coupe de restructuration et de licenciements (en 2008). Le site comptait, à l'époque, 1.500 salariés

« **Depuis quelques années, les projets confiés au site de La Suze ne cessaient de baisser sans que le groupe ne cherche à le relancer** », regrette l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, CFE-CGC.

Aujourd'hui, sortent des ateliers des refroidisseurs de batteries pour les voitures électriques et des radiateurs de chauffage. Stellantis (Peugeot, Fiat) et BMW sont les principaux clients. « **Les voitures électriques se vendent plus mal que prévu. Pour le Français moyen, elles sont trop chères** », analyse Christophe Plessis (CGT). Il fallait diminuer les coûts, les usines Valeo en Espagne et en Pologne absorberaient, désormais, la production sarthoise.

Mutations à Sablé-sur-Sarthe !

Lors d'une rencontre entre la direction de Valeo Power-Diffusion et les délégués syndicaux, le 24 avril, « *les dirigeants ont jugé la situation du site alarmante, avec un chiffre d'affaires en baisse* ». Trois scénarios ont été évoqués : le renforcement du site par de nouvelles activités ; la diminution des effectifs et maintien de l'activité ; la fermeture définitive de l'usine. « *Nous pensons qu'à la fin de l'année, la situation sera tranchée* », avance l'intersyndicale.

Pour l'heure, pas de plan social avancé, mais des propositions de mutations sur le site renforcé Valeo de Sablé-sur-Sarthe, à une trentaine de kilomètres. « **Des compensations sous forme de primes et étalées dans le temps ne satisfont pas et sont en négociations.** » Une demande de renouvellement d'activités partielles (APLD), jusqu'à fin 2024, est transmise à l'inspection du travail.

LES SYNDICATS DU GESTIONNAIRE DES AÉROPORTS PARISIENS APPELLENT À LA GRÈVE LE 17 JUILLET, À MOINS DE DIX JOURS DES JO !

Les salariés d'ADP avaient déjà été appelés à la grève le 19 mai. Quelques semaines auparavant, les contrôleurs aériens s'étaient, eux aussi, mobilisés pour réclamer des hausses de salaires et de meilleures conditions de travail.

Plusieurs syndicats du gestionnaire des aéroports desservant Paris, le groupe ADP, ont appelé lundi à se mettre en grève le 17 juillet, soit une dizaine de jours avant l'ouverture des Jeux olympiques, réclamant pour cette période chargée une gratification «pour l'ensemble du personnel». Les syndicats CGT, CFDT, FO et UNSA dénoncent une «dégradation des conditions de travail», réclamant notamment une «gratification pour l'ensemble du personnel», un plan d'embauche «massif» de 1.000 postes et la garantie de pouvoir poser des jours pendant les Jeux olympiques et paralympiques.

Mais le PDG du groupe, Augustin de Romanet, a pris la décision «unilatérale» de «verser une prime uniquement à une partie du personnel», ont-ils regretté dans un communiqué commun. «Tous les syndicats ont unanimement dénoncé ces méthodes de division et les choix de la direction», indiquent-ils, «Force est de constater que le PDG a balayé nos revendications.» Un refus que les syndicats jugent «dogmatique», quand «l'entreprise dispose des ressources pour répondre aux demandes légitimes des salariés et de leurs représentants», en citant notamment des «dividendes confortables des actionnaires».

La détermination des personnels !

En période estivale, les aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly accueillent quelques 350.000 passagers par jour au total. Le Groupe ADP ne s'attend pas à voir les volumes de voyageurs croître à l'occasion des Jeux, mais a pris des mesures pour garantir l'accueil des athlètes, avec des parcours spécifiques et des infrastructures éphémères. Les organisations syndicales réclament elles «**depuis des mois**» à la direction, «**des moyens pour faire face à l'évolution du trafic aérien et à l'organisation des JOP**», rappelaient-elles déjà dans un communiqué mi-juin.

Réunis vendredi en assemblée générale, près de 300 salarié-es «ont soutenu la décision unanime des syndicats d'interrompre leur participation à toutes formes de réunions avec la direction». Les Assemblées Générales ont «donné mandat pour lancer un mouvement de grève le 17 juillet prochain pour obtenir satisfaction», ont affirmé lundi les syndicats. «Si nous en sommes réduits à appeler à la grève, c'est en raison du refus obstiné de la direction et en particulier du PDG d'ADP, sous-estimant l'ultimatum lancé par les syndicats unis et la détermination des personnels», ont affirmé la CGT, la CFDT, FO et l'UNSA.

Des salarié-es de plusieurs secteurs ou entreprises publiques se sont mobilisés avec succès ces derniers mois pour obtenir des primes d'activité en vue des Jeux olympiques, notamment à la RATP et la SNCF.

STRASBOURG (BAS-RHIN) : GRÈVE CHEZ DUMAREY POWERGLIDE, LES SYNDICATS CRAIGNENT UN PLAN SOCIAL !

Les salariés de Dumarey Powerglide, sous-traitant automobile à Strasbourg fabricant notamment des boîtes de vitesses, ont entamé un mouvement de grève "massivement suivi" face à la crainte d'un plan social liée à la baisse des commandes du principal client, ont indiqué mercredi les syndicats.

Le site de production strasbourgeois emploie **620 titulaires et 220 intérimaires**, la CGT et la CFDT annoncent que la grève est suivie "*par 90% des salariés dans les services de production*".

Dumarey Powerglide produit des composants et des boîtes de vitesses pour différents équipementiers automobiles, dont l'allemand ZF, lui-même fournisseur du constructeur BMW.

Selon les syndicats, l'entreprise fabrique chaque jour **1.550 boîtes huit vitesses pour ZF**, à destination de véhicules thermiques. Cette production doit diminuer à **620 unités par jour à partir 15 juillet, puis s'arrêter au 31 août**.

"On est en grève depuis mardi matin en intersyndicale pour demander des garanties d'emploi, et a minima des garanties financières. Une note de la direction annonce qu'il y aura une restructuration à moyen terme", a déclaré André Dulery, délégué CGT, présent sur le piquet de grève avec des dizaines de collègues. *"Hier une délégation de représentants du personnel a été reçue par la direction, et un plan social a été évoqué."*

"Aujourd'hui ZF représente 90% de notre chiffre d'affaires, je vous laisse imaginer la taille de la restructuration qui nous attend. C'est ça notre inquiétude", a déclaré le secrétaire du CSE. *"Pendant des années, on s'est plié aux impératifs de ZF, on a travaillé les dimanches, les jours fériés, et aujourd'hui ils nous mettent un coup de pied au cul. On ne l'accepte pas."*

La production de pièces détachées pour une nouvelle génération de boîtes de vitesses pour ZF, à destination de véhicules hybrides, a également été interrompue par la grève.

Selon les syndicats, Dumarey Powerglide a lancé une procédure de conciliation avec ZF devant le tribunal de Strasbourg.

C.I.M LE HAVRE (SEINE-MARITIME) : EMBAUCHES, SALAIRES, LES GRÉVISTES DES DÉPÔTS PÉTROLIERS FONT PLIER LA DIRECTION !

Face aux manques d'effectifs et au terme d'une grève de deux jours très suivie, les travailleurs postés des dépôts pétroliers de la CIM au Havre ont arraché des embauches et des revalorisations d'échelons associées à des augmentations de salaires selon les compétences.

La *Compagnie Industrielle Maritime* est la compagnie qui gère les terminaux de stockage d'hydrocarbures et de pétrole à l'embouchure de la Seine, au Havre. **La CIM alimente les raffineries Total de Normandie, la plus grande de France, celle de Gravenchon, de Grandpuits, la région et les aéroports de Paris.** Dans le contexte de montée des tensions internationales, ces dépôts ont aussi une vocation très stratégique puisque le Havre est à l'extrémité de « *l'oléoduc de défense commune* » de l'OTAN qui va jusqu'à Cambrai, d'où il rejoint le réseau stratégique de l'alliance en Europe.

Le combat part de la fin 2023, où la CGT s'est aperçue au cours d'une réunion que les cadres touchaient « **cinq fois plus** » qu'eux dans le cadre des retraites supplémentaires. Comme l'entreprise ne voulait pas les mettre au même niveau, elle a accepté de négocier avec le syndicat l'ouverture d'une négociation sur la revalorisation de la grille des coefficients, comme la CGT CIM le demandait en vain **depuis au moins 20 ans**.

La construction du rapport de force : une grève votée à la quasi-unanimité, avec 100% des équipes postées en grève pendant deux jours !

« *Les gens se rendent compte que le rapport de force de force est utile* » : le combat pour l'ensemble des travailleurs de la CIM doit se poursuivre à la rentrée.

Le délégué syndical CGT déclare : « *C'est une victoire car ça fait très longtemps que l'entreprise n'a pas augmenté le nombre de salariés, donc cinq actuellement ça paraît ridicule mais c'est une PME à la base la CIM, qui fait beaucoup d'argent. La part des actionnaires ces dernières années n'a fait que grossir. Avant, ils prenaient 33 % des bénéfices. Maintenant ils tournent à 40 %. Donc la masse salariale ne fait que diminuer et les investissements dans l'entreprise aussi* ».

En effet, les 234 travailleurs des dépôts havrais de la CIM ont produit, en 2023, plus de **143 millions d'euros de chiffre d'affaire net (+11% par rapport à 2022)** d'après le compte-rendu de l'assemblée générale d'avril dernier. Toujours d'après ces chiffres, les actionnaires ont payé les salariés **20,3 millions d'euros au total et ils ont dégagé 47,7 millions d'euros de bénéfices**.

Si, pour l'instant, ces mesures ne s'appliquent qu'aux travailleurs postés, la CGT ne compte pas s'en tenir là : « *Les équipes de jour ne nous ont pas remplacées mais elles n'ont pas non plus fait grève, du coup là on n'a pas pu parler pour elles, mais on s'est mis d'accord avec la direction et, en septembre prochain, on y revient pour parler du reste des salariés dans l'entreprise* ». D'après l'accord de sortie de grève, à la rentrée, la direction doit participer à des négociations dont elle sait par avance que tous les salariés auront en mémoire le souvenir frais de la victoire de leurs collègues au début de l'été et, peut-être, l'envie de l'imiter.

Les gens se rendent compte que le rapport de force de force est utile. conclut le secrétaire général Lilian Lemoine, qui assure que la CGT revendiquera la reconnaissance des compétences et la mise à jour de la grille des coefficients pour l'ensemble de l'entreprise.

AUTOROUTES : UN PRÉAVIS DE GRÈVE POUR TOUT L'ÉTÉ!

Grève sur les autoroutes!

- Un préavis de grève a été déposé par la CGT pour la période du 17 juin au 15 septembre, affectant les autoroutes du sud de la France.

- Les revendications portent sur l'automatisation croissante et la reconnaissance de la dangerosité des métiers de l'autoroute.

- Les gestionnaires tentent de rassurer les usagers, mais des perturbations majeures sont à prévoir durant cette période estivale.

Comme tous les ans, il faudra s'attendre à des embouteillages importants, notamment en direction des destinations situées dans le sud de la France. Cependant, les départs et retours de vacances de nombreux automobilistes risquent de devenir un véritable casse-tête cette année en particulier. Et pas seulement à cause des Jeux Olympiques. En effet, un préavis de grève massif a été déposé, couvrant l'intégralité de la période estivale. À l'origine de ce mouvement, on trouve la CGT, le principal syndicat de la société **Autoroutes du sud de la France** (ASF) et d'Escota, une filiale opérant notamment en Provence. Le préavis de grève concerne la période allant du 17 juin au 15 septembre, permettant aux salariés des autoroutes de cesser le travail durant ces trois mois critiques pour le tourisme. Ce préavis de grève fait planer la menace de perturbations majeures, notamment aux péages.

Des autoroutes touchées !

Ainsi, les temps d'attente pour l'assistance pourraient être considérablement allongés durant cette période pour les conducteurs, qui devront donc prendre leur mal en patience. Les revendications de la CGT sont multiples et portent principalement sur l'automatisation croissante du travail, qui, selon le syndicat, dégrade fortement les conditions de travail des salarié-es chargés de la téléassistance. Ces employé-es sont souvent soumis à un stress important et à des conditions de travail difficiles, exacerbées par la diminution des effectifs et l'augmentation de la charge de travail. Le syndicat réclame également une reconnaissance accrue de la dangerosité des métiers de l'autoroute. Cette reconnaissance permettrait, entre autres, des départs anticipés à la retraite pour les travailleurs concernés. De leur côté, les gestionnaires des tronçons autoroutiers, tels qu'Escota et Vinci Autoroutes, tentent de rassurer les usagers.

MADemoiselle DESSERTS DE CONDAT-SUR-TRINCOU (DORDOGNE) : EN GRÈVE RECONDUCTIBLE POUR DE MEILLEURS SALAIRES !

A l'appel de la CGT, de nombreux salarié-es ont débrayé pour réclamer de meilleurs salaires.

Depuis mardi soir, les salarié-es de l'usine Mademoiselle Desserts de Condat-sur-Trincou en Dordogne sont en grève à l'appel de la CGT. Un mouvement organisé dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO) pour les salaires. Mercredi 10 juillet dans la matinée, ils étaient une cinquantaine de salariés grévistes réunis devant l'entrée de l'usine de Valade,

100 euros bruts pour tous les salariés !

Le mouvement est très suivi selon le syndicat qui annonce un chiffre de 80% de grévistes. Mardi soir, au moment de la prise de service du personnel de nuit, aucune des 12 lignes de production ne fonctionnaient.

La CGT réclame une augmentation de **100 euros bruts par mois pour l'ensemble du personnel**. De son côté, la direction propose une augmentation de salaire de **2%, soit environ 40 euros** en moyenne.

La grève est reconductible !

L'autre site de Mademoiselle Desserts en Dordogne qui emploie 35 personnes à Thenon est également touché par le mouvement.

La grève est reconductible, annonce la CGT. La dernière réunion des NAO devait se dérouler vendredi 12 juillet, le syndicat compte mettre la pression sur la direction d'ici là. L'année dernière, en 2023, les salariés avaient obtenu une augmentation de **103 euros bruts par mois après trois jours de grève**.

ATTAQUE IMMORALE CONTRE LA CGT C.H.A.C !

Durant le week-end du 6 au 7 Juillet, Le syndicat CGT du Centre Hospitalier Ariège Couserans (CHAC) a été la cible d'attaques innommables et d'une ampleur inédite dans notre département. Ses locaux ont été littéralement dévastés. Le réseau des eaux a été saboté, les portes et armoires défoncées, les matériels, les ordinateurs et l'intégralité des archives détruits ainsi que les mobiliers lacérés. Tous les murs, portes et mobiliers ont été tagués de messages odieux à la gloire du Rassemblement National, **maculés de symboles nazis ou faisant référence à**

des groupuscules ultra violents d'extrême droite, de messages indépendantistes, d'insultes et de menaces de mort à l'endroit de ses dirigeants syndicaux.

Le bâtiment, qui abrite aussi le Service de Santé au Travail et le Service Social du Personnel en son rez-de-chaussée a été totalement inondé de plusieurs dizaines de mètres cubes d'eau, ce qui le rend aujourd'hui intégralement inoccupable. L'électricité, les réseaux, les plafonds, les dalles... tout est hors d'usage sous l'ampleur du dégât des eaux. Tout le travail des représentants du personnel, du Service de Santé au Travail et des Services Sociaux se retrouve aujourd'hui anéanti.

Quel symbole... ! Le syndicat CGT du CHAC, la Direction de l'Hôpital et les camarades, **directement la cible de menaces de morts**, ont déposé plainte et une enquête est ouverte. Elle est diligentée par le Procureur Général de la République de Toulouse. Le syndicat CGT du CHAC souhaite remercier tous nos camarades, mais aussi les équipes de l'Hôpital, notamment l'équipe Propreté des Locaux, toutes les équipes Techniques, les Secrétariats de Direction, le Service Informatique, le pôle de Psychiatrie... pour l'élan de solidarité et toute l'aide apportée ; ainsi que les équipes de Direction pour leur soutien immédiat.

Au vu du manque d'éclairage et d'analyse actuels ainsi que du peu de recul sur ces événements, mais aussi pour permettre aux enquêteurs et au parquet de Toulouse d'investiguer dans les meilleures conditions, la Commission Exécutive du syndicat CGT du CHAC ne souhaite pas pour le moment communiquer plus sur la situation.

Nous réaffirmons cependant collectivement notre détermination indéfectible à ne rien céder contre toutes les formes d'obscurantisme et d'intimidation. Le syndicat CGT du CHAC va dès aujourd'hui tout mettre en œuvre, sans outil de travail, ni bureau, ni moindre document, pour se relever plus fort, solidaire et combatif pour la défense de tous les hospitaliers, de l'offre et de l'accès aux soins en Couserans et en Ariège.

L'Union Départementale CGT de l'Ariège, la Fédération Santé Action Sociale et toute la CGT apporte son soutien sans faille à tous les camarades de la CGT du CHAC. Depuis quelques semaines et particulièrement ses derniers jours la CGT est ciblée et attaquée dans bon nombre d'endroit du territoire. Aujourd'hui notre département n'est plus épargné. Nous luttons et nous lutterons avec la plus grande détermination sans rien céder à nos ennemis de classes qui essayent de faire taire la CGT. **Le syndicat CGT du CHAC et l'UD CGT 09 ont décidé d'organiser une initiative de soutien et un rassemblement le Jeudi 18 Juillet devant le local syndical CGT du CHAC.**

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement